

L'OBS
de la
Bio
EN OCCITANIE

ÉDITION
2025

AVENIR DE LA FILIÈRE GRANDES CULTURES BIOLOGIQUES EN OCCITANIE

ÉTAT DE LIEUX ET STRATÉGIE
POUR LA PÉRENNISATION
D'UNE FILIÈRE COMPÉTITIVE

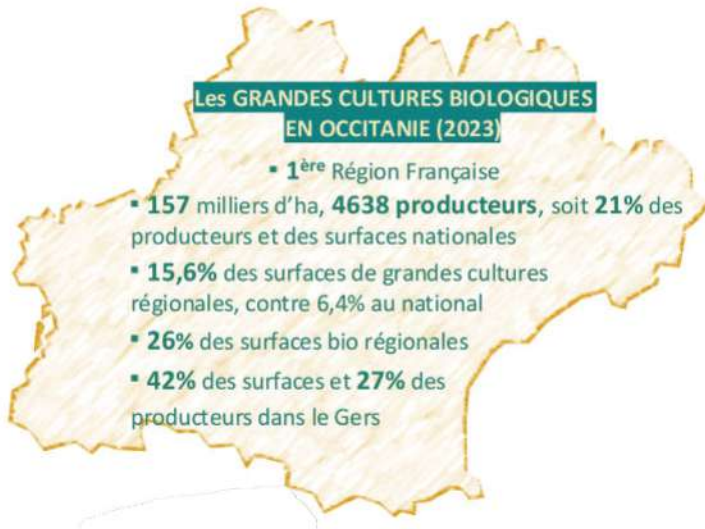
EN PARTENARIAT AVEC



interbio-occitanie.com



Le paysage des grandes cultures bio en Occitanie



La Région Occitanie représente 9% de la population française mais accueille 21% des surfaces de grandes cultures biologiques, ce qui souligne l'importance de la filière régionale, mais aussi sa relative dépendance aux bassins de consommation hors région pour commercialiser les volumes produits. Deux tiers de la collecte de grains biologiques sont réalisés par une dizaine de coopératives, dont 5 font plus de 90 % des volumes : AGRIBIO UNION (union de 6 coopératives mixtes), QUALISOL, VAL DE GASCOGNE, GERSYCOOP, CAPA. Le tiers restant est assuré par une cinquantaine de négoce diversifiés ou spécialisés (exemple : collecte de soja uniquement), dont une poignée collecte plus de 90% des volumes : Grains d'Oc, Bio Progress, Agricert, RAGT Plateau Central, Alliance Bio, Casaus, etc.

Frappé par la crise depuis 2021, le marché alimentaire Bio semble redémarrer mais avec des règles du jeu changées et des adaptations nécessaires

Les ventes en alimentaire Bio ont chuté de plus de 700M d'euros (-5%) sur la période 20/23, une chute encore plus marquée en volume et atténuée par les effets d'inflation.

- Les consommateurs ont amplifié leurs arbitrages « Conventionnel » vs. « Bio » avec une **inflation forte** et des **écarts de prix** avec le conventionnel devenus critiques (prix moyen 66% supérieur aux produits conventionnels- source UFC-Que Choisir, 2024). Les produits bruts ou avec un écart prix modéré avec le conventionnel (ex: œufs) ont d'ailleurs mieux résisté que les viandes et la crèmerie.

- Le label Bio fait face à une **crise de confiance** des consommateurs en même temps qu'une concurrence toujours plus forte du **local** et des **autres labels et allégations** qui se multiplient (agriculture régénératrice, zéro résidu de pesticides, HVE, etc.).

- Depuis 2020, les grandes surfaces alimentaires ont significativement **déréférencé les gammes Bio** (jusqu'à -25%) : un effet plus marqué pour les marques nationales que les MDD pour répondre aux attentes de pouvoir d'achats

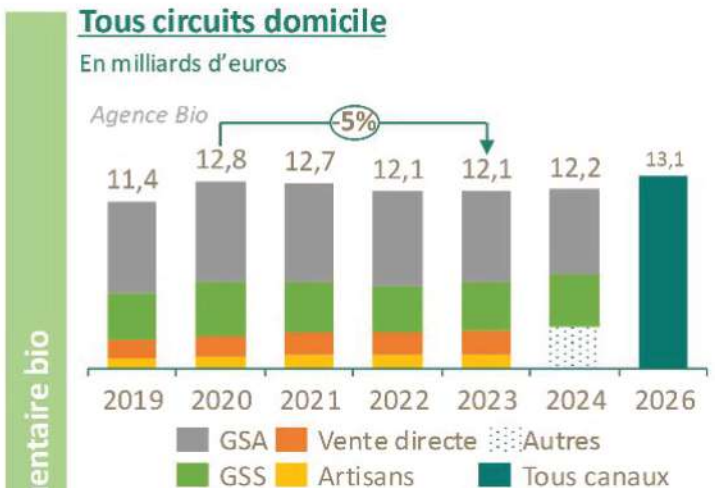
- Certains de ces volumes se sont reportés vers la **GSS**, sans empêcher la contraction du parc de magasins spécialisés (-150 en 2023)

- Les autres canaux (**Vente Directe, Artisans**) ont été plus résilients. Ils concernent les grandes cultures pour l'alimentation du bétail ou la boulangerie artisanale ou de type « paysan boulanger ».

Le redémarrage entraperçu depuis fin 2024 restera marqué par les mutations profondes du commerce Bio.

- Soucieuse de ne pas laisser partir des clients vers les spécialistes de la bio, la GSA devrait regarnir son offre Bio en linéaire et la GSS poursuivra l'adaptation de son offre et l'élargissement de son public.

- La nécessaire compétitivité-prix de toutes ces enseignes - critique pour la reprise des volumes - passera par le développement des offres MDD & premiers prix, la poursuite de la rationalisation des offres et la mutualisation des achats entre enseignes.



Marché alimentaire bio

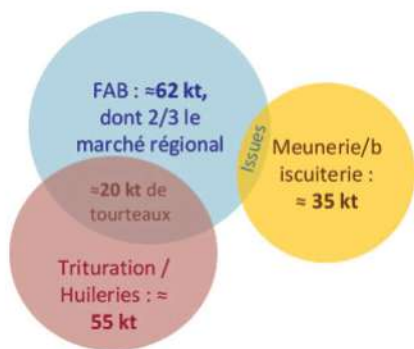


- Les efforts sur les circuits hors domicile sont à poursuivre pour conserver la dynamique positive depuis 2020, même si ce débouché ne représente que 5% du marché global de la Bio en France (~800M€/an)

Cette reconfiguration de la distribution induit des défis nouveaux pour les filières Bio françaises

- L'amont agricole français devra donc garantir sa capacité à assurer une production suffisante et à des coûts compétitifs
- Les acteurs de la transformation Bio devront poursuivre leur évolution, pour que les marques nationales retrouvent leur place dans les linéaires, en valorisant leur savoir-faire industriel, leur capacité d'innovation et les matières premières produites sur leurs territoires.

Les marchés des grandes cultures bio d'Occitanie : des débouchés diversifiés, historiquement positionnés sur des segments créateurs de valeur pour compenser un handicap agronomique

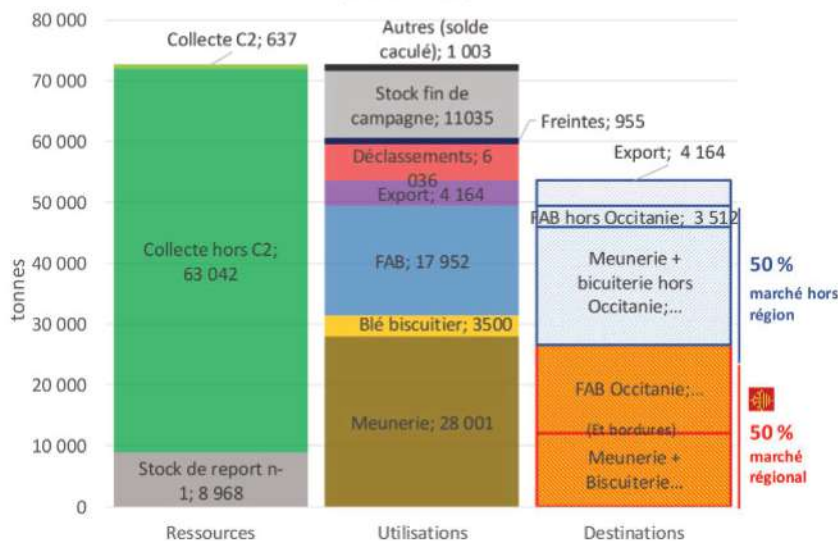


L'étude s'est concentrée majoritairement sur les marchés de 4 espèces dites « locomotives » dans leur contribution au revenu des agriculteurs bio sur les territoires étudiés : **blé tendre, soja, tournesol, maïs**. Les autres cultures, aussi essentielles dans les rotations biologiques, (légumes secs, fourragères, blé dur, céréales secondaires, etc.) ont toutefois été abordées dans les discussions, mais n'ont pas fait l'objet d'analyses quantitatives aussi poussées. Le marché de ces 4 cultures s'élève à environ 150 milliers de tonnes. **La recherche de débouchés vers l'alimentation humaine (90 kt) est une priorité des OS régionaux**, pour assurer de meilleurs prix et si possible proposer des contrats à des agriculteurs dont le potentiel agronomique, souvent faible en région, ne permet pas de hauts rendements. Cela concerne principalement la meunerie et la biscuiterie pour le blé tendre, l'huile alimentaire pour le tournesol et le soyfood pour le soja. La région

s'est historiquement positionnée sur des marchés rémunérateurs (blés améliorants, contrats biscuitiers, soja à haute qualité sanitaire et protéique). Les opérateurs du Sud-Ouest sont reconnus dans toute la France, ainsi qu'à l'export (Allemagne, Espagne, Benelux) pour leur capacité à satisfaire les exigences des industriels (outils performants capables de gérer qualité sanitaire, assemblage, homogénéité des lots, etc.) et la qualité de leurs productions.

Ces marchés sont reliés à ceux de l'alimentation animale, deuxième marché en volume avec plus de 60 kt, qui constitue une réserve de marché significative (variable d'ajustement structurelle). Ce débouché valorise parfois les lots qui ne satisfont pas les critères de l'alimentation humaine ainsi que les tourteaux issus de la trituration des oléagineux dont le marché est structurellement déficitaire. Notons que le marché de l'alimentation animale d'Occitanie est particulièrement diversifié en termes d'espèces animales et de marchés par rapport à d'autres régions plus spécialisées dans une production unique (volaille ou ruminant laitier le plus souvent). Il a d'ailleurs remarquablement mieux résisté à la crise du secteur de l'alimentation biologique entre 2022 et 2023, affichant 2% de croissance en volume contre -7 à -31% dans les autres régions Françaises.

RESSOURCES ET UTILISATIONS DU BLÉ COLLECTÉ EN OCCITANIE (2023-2024)
(reconstitution CERESCO à partir de : entretiens FAB ET meuniers, données INTERBIO, données LCAO)



Mais des parts de marché qui s'érodent, face à la structuration de bassins de production concurrents et plus compétitifs

Environ la moitié des volumes produits en région est commercialisée vers des opérateurs agroalimentaires extra-régionaux (France et export). Cela souligne la **dépendance forte aux bassins d'emploi et de consommation des autres régions françaises**, plus peuplées relativement aux surfaces biologiques disponibles. Cependant, la baisse en volume et en qualité sur les 2 dernières campagnes affecte ce lien de confiance : **les OS d'Occitanie peinent à honorer leurs contrats** en soja alimentaires et blés meuniers améliorants notamment, très affectés par 2 mauvaises campagnes sur le plan climatique. En parallèle de cette baisse de collecte bio régionale (-6% en volume de 2021 à 2023 en Occitanie), la production de grains biologiques a continué à croître dans les autres régions françaises (+12% de 2021 à 2023, jusqu'à +23% en Grand Est). **L'offre de ces régions, jusqu'à présent plus fortement tournée vers l'alimentation animale (différentiel de prix départ OS de 60 à 90 € en moyenne entre l'Occitanie et ces nouvelles régions en 2023), tend à monter en gamme et se positionne comme une concurrente sérieuse des productions du Sud-Ouest.**



Les acheteurs étant très souvent positionnés à proximité des bassins d'emploi et de consommations (Centre-Ouest, Vallée du Rhône, Nord de la France), sont de plus en plus tentés de diversifier leur approvisionnement dans les Régions concurrentes de l'Occitanie, pour des raisons de parité logistique et poussés par un risque croissant de rupture d'approvisionnement avec les opérateurs du Sud-Ouest. La poursuite annoncée des déconversions en Occitanie, alors que les effectifs tendent plutôt à se stabiliser ailleurs, risque d'accroître ces pertes de parts de marchés au profit de bassins émergents.

Les Organismes Stockeurs (OS) pris en étau, entre le besoin de garantir un prix suffisant aux agriculteurs, une forte hausse de leur propre besoin en marge, et la nécessité de vendre à des IAA qui s'inscrivent dans une stratégie de reconquête du marché passant par des prix bas.

Les OS d'Occitanie, portés par un contexte politique très favorable à la bio et une forte dynamique de croissance des surfaces bio régionales, ont cherché à rester pionniers sur les marchés de la bio. Ils **ont donc largement investi dans des infrastructures de stockage performantes** pour développer et structurer l'offre : silos et chaînes de tri modernes adaptées à la bio (ventilation, manutention douce, gestion des insectes, etc.) et aux marchés de l'alimentation humaine. Dans les projections d'affaires, il était prévu que le surcoût de collecte lié à ces infrastructures récentes, plus onéreuses et restant à amortir, soit rapidement absorbé par les gains de volumes attendus, contribuant ainsi à la pérennisation d'une filière dont le transport et le travail du grain est par nature plus complexe qu'en conventionnel.

Dans les faits, le brutal arrêt de la dynamique de croissance des surfaces dès 2022 et les mauvaises campagnes de collecte (faibles volumes et mauvaises qualités en raison d'aléas climatique et sanitaires) affectent fortement les OS. La baisse des volumes impacte directement le coût logistique à la tonne : **la baisse des volumes collectés entraîne une forte hausse des charges fixes** (notamment les salaires et amortissements sur les sites de stockage) par « effet volume », d'autant plus que les outils avaient été dimensionnés en faisant le pari d'une augmentation de la collecte. En effet, les travaux menés montrent que les silos actuellement dédiés à la bio ne seront en moyenne **pas utilisés à plus de 2 tiers de leur capacité nominale** dans les 5 prochaines années, voire moins en cas de mauvaise année climatique (35-40% en moyenne sur la campagne 2024-2025 par exemple, très impactée par les aléas climatiques et les mises en herbe).

Une enquête menée récemment par CERESCO auprès des principaux OS collectant des grains bio en France montre que les **coûts logistiques (transport du champ au silo, stockage et travail du grain)** pour les OS d'Occitanie (et plus largement du Sud-Ouest) qui ont misé sur des infrastructures performantes et des marchés plus premium, s'établissent dans une fourchette allant de **65 à 95€/t en 2023**, pour un prix de vente moyen autour de 550 €/t, soit 12 à 17% du prix de vente. Les hausses de surfaces étant initialement plus limitées dans les autres régions, la plupart des OS du centre-ouest, du Nord et de l'Est de la France n'avaient pas encore fait le choix d'investir. Leur coût moyen à la tonne se situe aujourd'hui dans une fourchette plus basse, allant de 45 € à 65 €/t pour un prix de vente moyen cependant plus bas, d'environ 450€/t (coûts de 10-15% du prix de vente). Cet écart observé pour 2023 (bonne année en termes de collecte) devrait s'accroître pour 2024 et nos travaux montrent que **l'augmentation des charges logistiques s'établit à 30%, pour les OS du Sud-Ouest, portant le coût logistique moyen à plus de 100€/tonne**. En parallèle, **la hausse des taux d'intérêts, qui sont passés de 1% à 5%, pénalise fortement le stockage des grains biologiques**, dont la valeur et la durée de stockage sont supérieures relativement au conventionnel.

A ces coûts de stockage en augmentation s'ajoutent les frais généraux des structures ainsi que leur besoin en marge : dans un contexte où les industriels appliquent de plus en plus une politique d'achat à bas prix, **cela questionne aujourd'hui la capacité des OS à garantir des prix décents à des agriculteurs** qui sortent de 3 années difficiles économiquement.

Un coût logistique supérieur pour les OS du Sud-Ouest, s'établissant à 65-95€ en 2023, et attendu en augmentation de 30% avec la baisse de collecte 2024.



Une baisse des prix de vente et des rendements volatiles qui mettent les agriculteurs en difficulté

Evolution de la marge nette par culture sur les 4 dernières années pour la cas-type bio « coteaux du Sud-Ouest » (avec aides, rémunération de la main d'œuvre familiale non pris en compte).

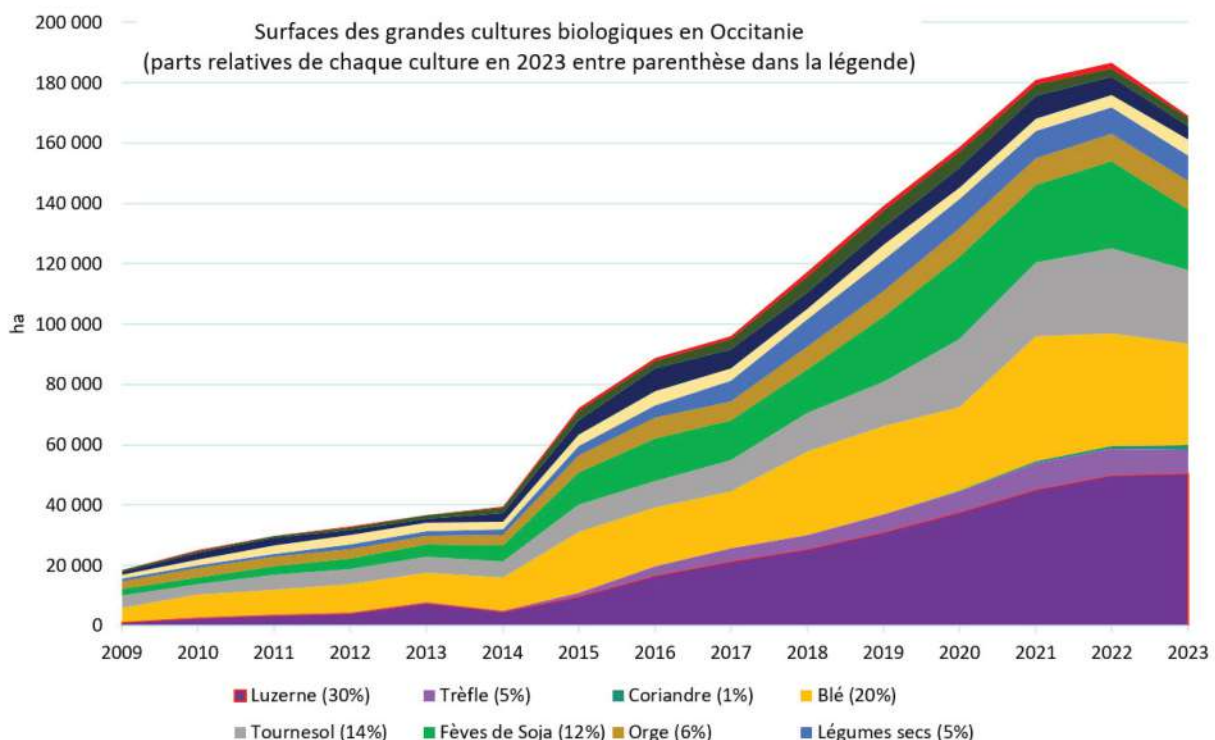
Source : Arvalis et Chambres d'agriculture

	Blé tendre	Soja	Tournesol	Lentille	Pois chiche	Triticale	Orge	Moyenne/ha
2021	77	1140	538	-565	13	-116	9	240
2022	34	291	407	-10	133	47	80	165
2023	-119	44	-40	146	402	-100	-58	46
2024	-98	240	-69	347	356	-163	-95	76

Après plus d'une décennie de prix haut qui a atteint son paroxysme en 2022, **le marché est brutalement passé d'une situation de déficit chronique à un état d'excédent** résultant d'une contraction de la demande et d'une augmentation continue de l'offre. **Les prix de vente sont ainsi brutalement passés en dessous des prix de revient**, entraînant plusieurs années de revenus faibles ou négatifs pour la majorité des agriculteurs d'Occitanie, comme indiqué dans le **tableau ci-dessus**. Ces derniers sont particulièrement exposés aux baisses de prix car les surfaces travaillées et rendements obtenus par UTANS sont parmi les plus faibles de France, laissant moins de marges de manœuvres pour écraser les charges par le rendement en cas de prix bas.

Des travaux récents menés par ARVALIS montrent que **la ferme-type biologique « coteaux du Sud-Ouest », en plus d'avoir en moyenne une marge nette plus faible que pour les autres fermes types françaises, enregistre la plus forte baisse de marge nette à l'ha**. Cette dernière est passée de 240€ en 2021 à 46 € en 2023, ce qui laisse moins de 5 000 €/an pour rémunérer l'exploitant pour une exploitation de 100ha. En comparaison, même si elle a aussi baissé dans les autres régions françaises, la marge nette à l'ha n'est pas descendue, entre 2017 et 2023, en dessous de 300 € pour la ferme bio type en Bretagne ou en dessous de 500€ pour la ferme bio type du bassin parisien. Ces dernières reposent en effet sur **un nombre d'ha supérieur par UTANS** (meilleure dilution des charges par les volumes) **et affichent des rendements supérieurs et plus stables** (moindre exposition aux aléas climatiques).

Entre 2022 et 2023, l'Occitanie totalisait 48 % des 24 300 ha de grandes cultures perdues en France, alors qu'elle représentait 21 % des surfaces.



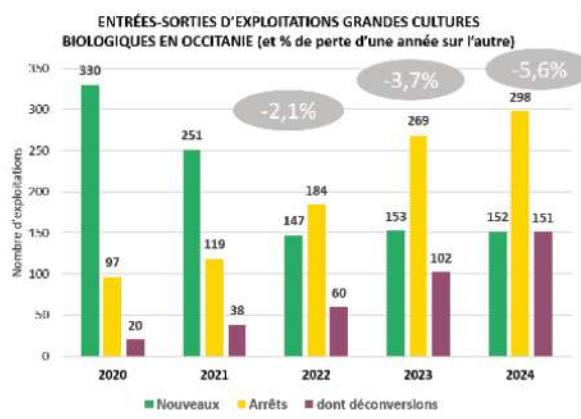


Cette situation conduit à un **début de baisse des surfaces de grandes cultures bio régionales**, lié à 2 facteurs principaux :

- Augmentation des déconversions totales ou partielles d'exploitations qui devrait conduire, d'après nos estimations (croisement des données d'entretiens et statistiques) à la perte d'une exploitation grande culture sur cinq entre 2021 et 2026.

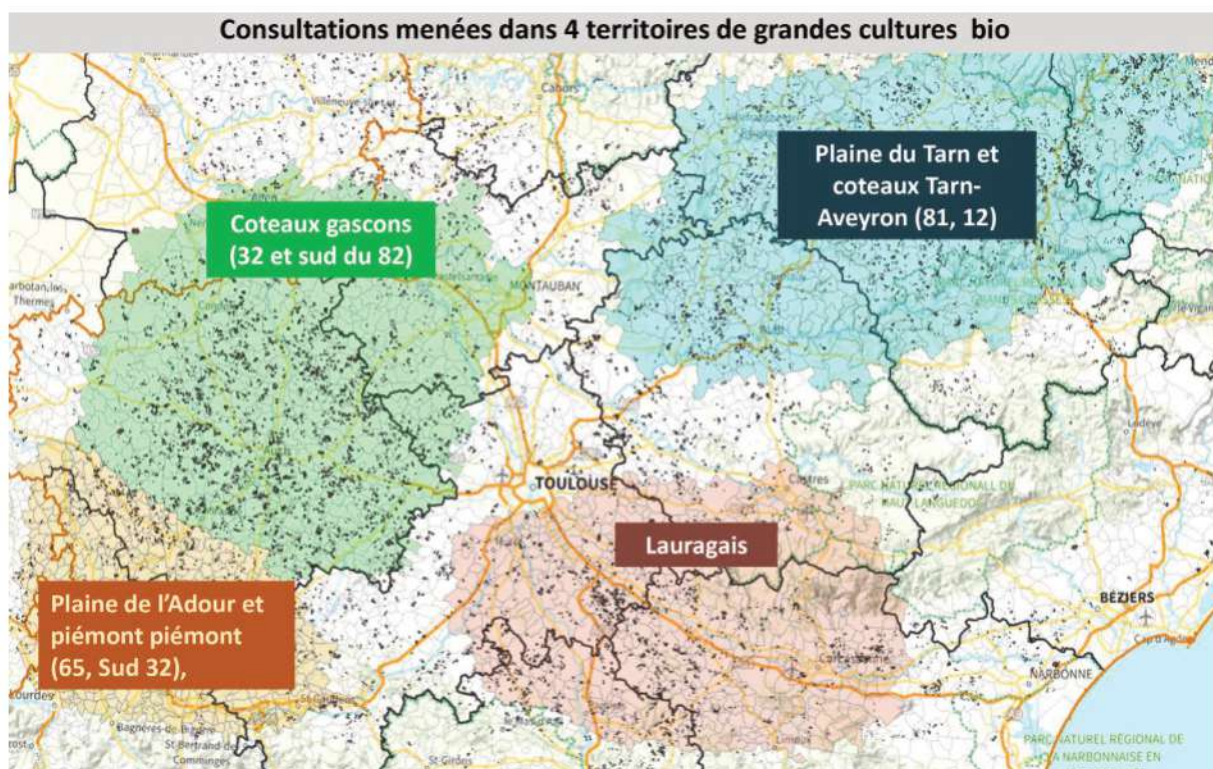
- « Mises en herbe » croissantes des surfaces, les agriculteurs cherchant à limiter leurs charges sur les surfaces les moins productives. Les cultures de trèfle et luzerne représentaient 36% des surfaces de grandes cultures bio en 2023 et environ 40% en 2024.

- Le recoupement de ces données avec les observations remontées par les OS et les constatations en focus group nous permettent de tabler sur **une perte d'1 exploitation sur 5 d'ici 2026 par rapport au pic atteint en 2021.**



Des agriculteurs motivés mais pris par des impasses techniques, une érosion du conseil et en perte de confiance vis-à-vis des opérateurs de l'aval

Les agriculteurs ont été mobilisés pendant l'étude sous forme **d'ateliers collectifs dans 4 zones distinctes pour avoir une vision représentative de la diversité des situations territoriales.** Ces ateliers, qui ont mobilisé une cinquantaine d'agriculteurs biologiques (ou en situation de conversion ou déconversion), ont été le théâtre d'une participation très active et les participants ont été globalement satisfaits des discussions, **« heureux de se voir pour parler des problèmes mais aussi de l'avenir ».**





« On est convaincus par les couverts, mais il faut investir dans du matériel, et semer pour détruire c'est économiquement impossible aujourd'hui »

« On n'est pas rémunérés »

Du point de vue de la capacité productive des territoires, les agriculteurs ont fortement souligné **la mise en culture de zones inadaptées aux grandes cultures classiques** dans les années 80, notamment sur les hauts de coteaux, qui aujourd'hui ne permettent plus de produire de manière rentable et sont abandonnés ou reconvertis en cultures fourragères par les agriculteurs. Par ailleurs, alors que la plupart des participants reconnaissaient **l'intérêt agronomique de pratiques telles que les associations de cultures, les couverts, les cultures de légumineuses fourragères ou encore l'élevage**, ils soulignaient également **la difficulté à trouver une rentabilité économique à ces pratiques**.

Face à un **manque de visibilité économique**, les groupes d'agriculteurs ont insisté sur le besoin de pouvoir mieux anticiper leurs assolements, avec **davantage de références technico-économiques et une vision plus précise des attentes du marché**. La **contractualisation avec les collecteurs** a été systématiquement évoquée comme l'une des solutions pour atteindre cet objectif, encore insuffisamment développée. En parallèle, **les agriculteurs reconnaissent qu'ils étaient souvent eux-mêmes réticents à s'impliquer sur ce type de contrats engageants**, surtout par manque de confiance envers leurs OS.

« On n'a pas assez de revenu donc on tape à toutes les portes. »

« S'il y avait de la transparence au niveau des marges [des coopératives], on serait plus à l'aise. »

Cette **défiance des producteurs bio envers leurs collecteurs** a été l'une des problématiques les plus fréquemment abordées durant les ateliers : les agriculteurs considéraient que la bio est souvent un sujet très mal pris en compte par leurs organismes stockeurs. Le fonctionnement même des collecteurs, **principalement des coopératives**, est remis en question par les producteurs car jugé inefficace, trop dirigé par les attentes de l'aval et ne prenant pas suffisamment

en compte les besoins des agriculteurs. Dans ce contexte, **la montée de structures concurrentes ayant des charges réduites, fonctionnant en prix fermes, représente une opportunité jugée intéressante** par les producteurs, même s'ils conviennent que ces structures, parfois « mono-produit », ne permettront pas de structurer une filière viable sur le long terme.

En parallèle, les agriculteurs consultés ont souvent reconnu le **rôle des coopératives, jugées indispensables pour porter le stock, valoriser l'ensemble des cultures d'une rotation, et adresser certains marchés éloignés**.

« J'y vais pour chercher de la sécurité et de la sérénité. Quand je plante de la lentille, je sais que j'ai un contrat. »

« La recherche chacun la fait dans son coin, ce n'est pas Arvalis ou INRAE qui font ça, ou ça ne descend pas jusqu'à nous. »

Au niveau de **l'accompagnement technique**, les participants ont souligné le **manque d'acquisition de nouvelles connaissances via l'expérimentation**, dû notamment aux faibles moyens alloués par les instituts techniques à l'agriculture biologique. Ce problème est particulièrement prégnant pour le soja, sujet à des impasses techniques croissantes alors qu'il s'agissait jusqu'à aujourd'hui d'une des principales cultures dites « locomotives » en bio dans la région. Mais aussi à cause d'une défaillance du système de transfert-diffusion qui donne

l'impression aux producteurs que les nouveaux acquis de la recherche-expérimentation ne leur parviennent pas. Dans un contexte de difficultés économiques, il devient **impossible pour les exploitants de prendre des risques en testant de nouvelles pratiques ou cultures**, alors que l'amélioration de la technicité serait justement nécessaire face à l'érosion de la fertilité des sols et au développement de nouvelles impasses techniques.

« Avant on avait des bons conseillers, aujourd'hui les GAB disparaissent et les chambres nous envoient des débutants qu'on doit former nous-même et qui restent en poste 2 ans. »
« Les coops se sont restructurées ont mis des techniciens mixtes qui sont peu compétents sur le bio. »

D'autre part, les ateliers ont fait remonter une **érosion du conseil et de l'animation territoriale** ressentie par les agriculteurs : ce constat concerne **toutes les structures de conseil**, qu'il s'agisse de réseaux d'accompagnement agricoles, chambres d'agriculture en particulier, comme de coopératives agricoles. L'offre de conseil est jugée insuffisante et de qualité inférieure à ce qu'on pouvait trouver il y a quelques années. Les agriculteurs regrettent notamment le temps où les coopératives pouvaient dédier à temps plein des conseillers à l'agriculture bio.

Malgré les difficultés précédemment citées, **les producteurs présents aux ateliers ont insisté sur leur attachement au mode de production biologique** : qu'ils se soient convertis par conviction, par volonté de trouver des alternatives aux pratiques de traitements phytosanitaires ou par opportunité économique, la plupart souhaitent aujourd'hui conserver ces pratiques, qui les challengent au quotidien et les poussent à s'améliorer.

« En bio j'ai plus d'espoir qu'en conventionnel où on se sent pris dans un système qui nous engonce et nous fait une ordonnance. »



Le scénario en cas de statu-quo : perte de compétitivité et déclin des grandes cultures biologiques en Occitanie

Les travaux menés, notamment lors d'ateliers collectifs, ont permis de définir le scénario tendanciel le plus probable en cas de statu quo. Il est résumé ci-après :

DEMANDE

STABILISATION DU MARCHÉ DES GRAINS BIOLOGIQUES À 2 ANS, REPRISE CROISSANCE À 5 ANS

- Redémarrage d'abord en GSS et sur les circuits alternatifs puis plus progressivement en GSA;
- Achats de viande atteignent un point bas en 2026 et se stabilisent d'ici 2029.
- Le blé meunier est la catégorie qui se relève le plus rapidement grâce aux innovations produit (tous circuits); les spécialistes sur le circuit artisanal restent particulièrement dynamiques.
- Alimentation animale: stabilité des volumes et meilleure résistance des marchés régionaux.

COMPÉTITIVITÉ OCCITANIE

L'Occitanie ne profite pas suffisamment du redémarrage de la demande. En difficulté pour honorer les contrats hors Occitanie, ceux-ci sont revus à la baisse, au profit d'acteurs du centre et du nord qui s'organisent pour satisfaire les marchés de leurs régions, portés par une hausse récente de leur collecte. Ces derniers prennent aussi des parts de marché dans les principales meuneries au-dessus d'une ligne Bordeaux-Montpellier, dans un contexte d'offre qui redevient excédentaire.

OFFRE

LA BAISSÉ DES VOLUMES COLLECTÉS AGGRAVE LA SITUATION DES OPÉRATEURS DE LA COLLECTE, CERCLE VICIEUX.

- Poursuite relative des déconversions d'ici 2026: minimum -20% d'agriculteurs par rapport au pic de 2021. Cependant, la reprise des marchés entraîne une hausse des prix qui ralentit cette dynamique de déconversion à l'horizon 2 ans.
- Baisse des volumes de grains collectés d'environ 25% en 2026 par rapport au pic de production de 2023
- La collecte devient significativement inférieure aux capacités de stockage. En conséquence, une partie des OS, détenteurs d'infrastructures dédiées à la bio récentes et non amorties, ne peut pas faire face à l'augmentation des charges fixes.
- Déstabilisation de la collecte et risque de déstructuration de la filière, entre difficultés économiques du tissu coopératif et apparition de metteurs en marché plus opportunistes.
- Un tiers des surfaces reste non cultivé ou semés en légumineuses fourragères, par nécessité agronomique mais aussi pour limiter les charges dans un contexte de prix de vente inférieurs au prix de revient sur les cultures dites « locomotives (soja, blé, tournesol, légumes secs).

Un scénario de l'inaction inenvisageable pour une région pionnière qui dispose par ailleurs d'atouts sérieux pour relancer la filière

Ce scénario, qui n'envisage aucun sursaut de la filière par une réorganisation courageuse de sa chaîne de valeur et de l'accompagnement technique, n'est jugé satisfaisant par aucune des parties. Il est d'autant plus inenvisageable que la région Occitanie, pionnière sur les grandes cultures bio, dispose de sérieux atouts :

- Des agriculteurs qui sont encore là dans leur grande majorité, et motivés comme l'ont démontré les ateliers.
- Des alternatives (retour au conventionnel) finalement peu compétitives par rapport au modèle bio dans un contexte de faible potentiel agronomique où la montée en gamme demeure bien souvent l'option la plus viable à long terme.
- Un tissu d'entreprises agro-alimentaires diversifié, favorisant la résilience commerciale de la filière.
- Un marché qui repart, y compris en région, avec une consommation qui repart à la hausse.
- La plus forte croissance de population en France, constituant un vivier de consommation dynamique.
- Existence d'une INTERBIO très active qui fédère de l'amont à l'aval, avec un réseau qui offre des instances de coordination sur l'expérimentation et l'acquisition de références, dont un comité technique grandes cultures bio
- Une volonté politique régionale forte, avec une remarquable constance de son soutien dans le temps.
- Existence du Pacte de Transition Agroécologique du Grand Sud-Ouest, qui propose des espaces de discussion communs et coordonnés pour les Régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine, crucial pour aborder la restructuration du secteur à l'échelle du bassin géo-économique de production et de consommation.



Enfin, il faut reconnaître que la filière des grandes cultures biologiques, portée par une décennie de croissance à 2 chiffres et de déficit structurel chronique, n'a pas vraiment eu besoin de se remettre en question jusqu'à aujourd'hui. **Elle doit maintenant se prendre en main, de manière collective et coordonnée**, pour consolider une filière pérenne. Cela doit se faire via la poursuite de **3 grandes familles d'actions stratégiques** :



A. Réinventer le conseil et favoriser l'innovation technique, en renforçant la pertinence des dispositifs au regard des enjeux, mais aussi la cohérence des projets



B. Améliorer la compétitivité du secteur, notamment par sa réorganisation structurelle



C. En parallèle, oeuvrer au développement des marchés, notamment régionaux

Ces 3 piliers de la nécessaire transformation du secteur ont été déclinés, via des groupes de travail dédiés avec les opérateurs des filières et le comité de pilotage, en **10 actions concrètes**, qui doivent maintenant être mises en œuvre avec l'appui de toutes les structures de financement et d'accompagnement du secteur.

10 actions clés pour conserver une agriculture biologique pérenne et rentable dans le Sud-Ouest

1. PRODUIRE DES RÉFÉRENCES ADAPTEES AUX PARTICULARITES DU SUD-OUEST

1.1 **Redynamiser (amélioration gouvernance et animation) et restaurer le rôle du Comité Technique Grandes cultures bio d'Interbio Occitanie** comme l'instance de discussion dédiée pour l'acquisition de références

1.2. Produire des **références technico-économiques** (et tendre vers un observatoire économique ?) : coûts de production (pré-requis à la contractualisation), marges rotationnelles, etc.

1.3. Développer des **essais mutualisés** pour chercher des **solutions aux impasses techniques, incluant recherche appliquée, organismes de développement et opérateurs économiques**

1.4. Favoriser les **essais de recherche appliquée pour gérer les problèmes sanitaires majeurs**, notamment pour les cultures « locomotives »

Premières étapes engagées par l'interprofession :

- Réunion de travail avec les instituts techniques, le GIP LIA et la chambre régionale pour travailler à la redynamisation des essais, dont identification des leviers pour un changement d'échelle dans l'acquisition de références réellement adaptées et dimensionnées aux enjeux.
- Redynamiser et restaurer le rôle du Comité Technique Grandes cultures bio comme l'instance de discussion dédiée pour l'acquisition de références. Intervention dès la réunion de mars et réunions bilatérales en suivant.

2. RENFORCER ET REINVENTER LE CONSEIL

2.1. Renforcer l'**accompagnement technique**, sa cohérence et son efficacité, pour notamment **recréer du lien** entre les metteurs en marché et les agriculteurs

2.2. Instaurer un **parcours de formation pour les techniciens bio**

2.3. Concevoir un **parcours de formation technique renforcé dans les 5 premières années d'installation financé** et unique dans la région

Premières étapes engagées par l'interprofession :

- Portage par LCAO (certifié organisme de formation) d'un groupe de travail dédié avec la Chambre Régionale (service formation et installation), les instituts techniques et VIVEA.

3. PROPOSER DES SOLUTIONS DE GESTION DU RISQUE DE TRANSITION

- 3.1. Étudier l'opportunité d'activation ou de création de fonds de mutualisation (FMSE, ISR, etc.)
- 3.2. Coordonner les travaux avec les financeurs et assureurs pour proposer des solutions de couverture du risque technico-économique lié à l'innovation en bio (nouvelles cultures, pratiques de désherbage, couverts, etc.)

Premières étapes engagées par l'interprofession :

- Demande de mise en avant des enjeux des grandes cultures biologiques dans la Fabrique Gestion du risque de transition du Pacte de Transition Agroécologique du Bassin Adour-Garonne . L'objectif de cette fabrique est de travailler sur les solutions techniques, économiques et juridiques de couverture du risque de transition pour les agriculteurs s'engageant dans des démarches de transition, comme la bio par exemple.

4. PAQUET DE « MESURES OS »

- 4.1. Poursuivre la **rationalisation du dispositif industriel** par la définition du schéma logistique adapté au **volume de collecte nominal cible**
- 4.2. Animer la **restructuration de l'amont pour plus de synergies entre les opérateurs**, en étudiant l'opportunité de la création d'OP fédérées par une AOP unique ?
- 4.3. Définir & **animer des plans de production alignés avec la demande Aval**, en lien avec la structuration d'OP+AOP pour la **cohésion régionale (Grand SO)**
- 4.4. **Mutualiser la production de références techniques entre OS pour augmenter la robustesse et la représentativité des essais ainsi que mutualiser les coûts de suivi et d'analyse** (essais en bande, mutualisation de la «data», etc.).
- 4.5. **Construire un modèle de conseil technique viable et adapté aux besoins réels des agriculteurs biologiques**

Premières étapes engagées par l'interprofession :

- Rencontres individuelles avec les directions des 10 principaux collecteurs du Sud-Ouest (Occitanie et Nouvelle Aquitaine) en avril-mai 2025.
- Obtenir l'accord de tous les OS pour engager les études financées sur la rationalisation du dispositif et la création d'une structure permettant la fédération des acteurs clés qui le souhaitent.
- Organisation d'une réunion d'information dédiée aux OP en oléo-protéagineux en octobre 2025

5. ADAPTER LES CONDITIONS D'ELIGIBILITE AUX FINANCEMENTS

- 5.1. **Conditionner les financements** d'étude à des **approches collectives** (entre OS)
- 5.2. Demander une **analyse précise du marché et de l'environnement concurrentiel** dans les dossiers de financement
- 5.3. **Accélérer les durées d'instruction** des dossiers.

Premières étapes engagées par l'interprofession :

- Rencontre avec les élus et services techniques des principaux financeurs des régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine en avril-mai 2025 : Conseils Régionaux, Agence de l'Eau Adour-Garonne, DRAAF, Banque des Territoires.

6. AIDER LES OS AU PORTAGE DU STOCK POUR LES PRODUITS NON CÉRÉALIERS (collecte bio défavorisée car part plus faible de céréales dans la collecte)

Premières étapes engagées par l'interprofession :

- Transmission de la demande au Comité Régional Grandes Cultures (CRC), qui s'est déjà emparé de cette question pour les GC conventionnelles.

7. ETUDIER L'OPPORTUNITÉ DE NOUVEAUX MARCHÉS : LUZERNE, DIVERSIFICATION HORS-CÉRÉALES (COTEAUX NOTAMMENT ?)

Premières étapes engagées par l'interprofession :

- Demande aux financeurs d'une étude d'opportunité sur le renforcement des chaînes de valeur liées à la culture et à la valorisation de la luzerne. Etude opportunité en cours de maturation à l'Agence de l'Eau, pour favoriser l'émergence de nouveaux projets à soutenir en collaboration avec tous les financeurs régionaux.
- Programmation d'échanges avec FILEG et Protéi-NA pour évaluer le positionnement du mode de production biologique dans leurs actions.
- Participation de l'INTERBIO à la fabrique « filières » portée dans le cadre du Pacte de transition agroécologique du bassin.
- Poursuite des travaux engagés au sein d'Interbio Occitanie sur la structuration de filières d'approvisionnement régionales (filières pain, brassicole, huile, alimentation du bétail...).

8. COORDONNER & MUTUALISER LES EFFORTS DE RECHERCHE DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE AU-DELÀ DU MARCHÉ : PSE, carbone, etc.

Premières étapes engagées par l'interprofession :

- Rencontres programmées au 2ème semestre 2025.

9. ACCÉLÉRER LA PÉNÉTRATION DU BIO D'ORIGINE AGRICOLE LOCALE DANS LA RESTAURATION HORS DOMICILE

Premières étapes engagées par l'interprofession :

- Poursuivre les actions dédiées menées : colloque annuel sur l'introduction de bio local en restauration collective (mettre le sujet des débouchés des grandes cultures à la une) et poursuivre le lobbying pour financer les actions d'accompagnement au changement menées par les réseaux dans les départements auprès des collectivités et acteurs de la restauration collective hors scolaire. Accélérer sur le débouché restauration commerciale.

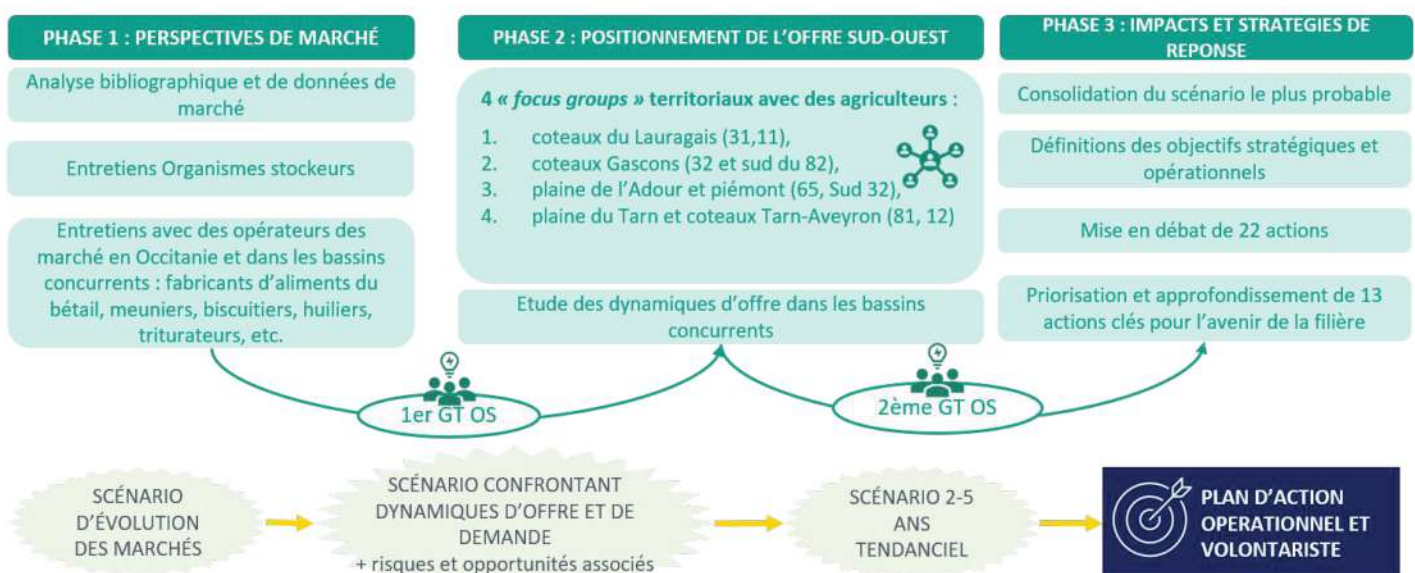
10. RENFORCER LES CAMPAGNES DE COMMUNICATION CONSOMMATEUR

Premières étapes engagées par l'interprofession :

- Campagne de communication 2025 : C'est Bio l'Occitanie avec la mise en avant de la filière grandes cultures sur les 5 visuels. Animation / dégustations de produits bio régionaux dans les enseignes spécialisées et généralistes.

Une réflexion qui part d'une analyse de la demande des marchés pour la confronter aux enjeux de l'amont, grâce à des groupes de de travail dédiés avec les OS et les agriculteurs

La démarche d'étude, pilotée par les sociétés d'étude et de conseil CERESCO et ANETO, est schématisée ci-dessous. Elle vise à obtenir un plan d'action construit sur la base d'une remise à plat des connaissances et tendances en cours sur les filières grandes cultures, **en démarrant par les marchés**, afin d'éviter de se concentrer seulement sur l'amélioration de l'offre. L'objectif reste avant tout de pouvoir vendre les grains biologiques produits sur le territoire. **Le travail a donc commencé par une quantification et une analyse des tendances par segment de marché. Le positionnement et la compétitivité de l'offre Sud-Ouest ont ensuite été mis en regard avec ces tendances**, tout en prenant en compte les dynamiques de développement dans des bassins de production concurrents, notamment ceux au Nord de la Loire qui se développent fortement. L'étude fut jalonnée de temps de travail collectif pour **aboutir in-fine à un plan d'action concret, réaliste et partagé par tous** : 3 comités de pilotage, 2 GT avec des Organismes Stockeurs (OS), 4 enquêtes qualitatives auprès des agriculteurs sous forme d'ateliers collectifs.





Contributions et remerciements

En tant que commanditaire de l'étude réalisée sur l'avenir des filières grandes cultures biologiques en Occitanie, **Interbio Occitanie** tient à remercier les différentes parties prenantes qui ont contribué à la réalisation de ce travail :

- La **Région Occitanie** et l'**Agence de l'Eau Adour-Garonne**, dont le soutien financier a rendu possible la réalisation de l'étude
- La Coopération Agricole Occitanie, la Chambre Régionale d'Agriculture Occitanie et la Fédération du Négoce Agricole pour leurs contributions financières au travail réalisé
- Les **membres du Comité de Pilotage de l'étude**, constitué pour suivre et orienter l'avancée des travaux et veiller à ce que ceux-ci répondent aux attentes de toutes les parties prenantes régionales : Interbio Occitanie, La Coopération Agricole Occitanie, la Chambre régionale d'Agriculture Occitanie, Bio Occitanie, Ocebio, la Fédération du Négoce Agricole, la DRAAF, la Région Occitanie, l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, ainsi que les 3 coopératives et 2 négoce associés au COPIL.
- Les **cinquante agricultrices et agriculteurs** qui ont participé aux ateliers territoriaux : leurs apports ont été précieux pour consolider un plan d'actions complet qui répond concrètement aux besoins de la filière, de l'amont à l'aval.
- Les auteurs de l'étude : **le cabinet CERESCO en pilotage, et CERESCO et ANETO** en contributeurs, accompagnés par l'**Observatoire régional de l'agriculture biologique** d'Interbio Occitanie, et **La Coopération Agricole Occitanie** pour son rôle de suivi et animation des filières grandes cultures bio au sein d'Interbio Occitanie.



Contacts

- Interbio Occitanie : Nancy Fauré – nancy.faire@interbio-occitanie.fr
- Ceresco : Romain Joya - romain.joya@ceresco.fr



Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes, spanning the width of the page.



Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes, spanning the width of the page.



Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes, spanning the width of the page.



Retrouvez l'ensemble des publications de l'Observatoire
sur notre site Internet :
<http://www.interbio-occitanie.com>

